



Rapport Addameer : « plus de 10 100 prisonniers politiques identifiés dans les prisons israéliennes en mai 2025 »

## Description

Nous publions ci-dessous notre traduction du dernier rapport porté par la Commission des affaires des détenus, la Société des prisonniers palestiniens (PPS) l'association Addameer, association palestinienne de soutien aux prisonniers et de défense des droits humains.

Via Addameer, le 12 mai 2025



Plus de **10 100** prisonnier-es politiques palestinien-nes identifiées dans les prisons israéliennes en **mai 2025**  
(   l' exclusion des détenu-es de Gaza)

**3577** au titre de la « détentions administrative »  
**1846** au titre de « combattants illégaux »  
**400** enfants  
**35** femmes

*Ramallah, Palestine occupée* – Les forces d'occupation israéliennes continuent de procéder à des arrestations massives lors de raids violents et incessants dans les maisons et les lieux publics palestiniens dans les villes, les villages et les hameaux de toute la Cisjordanie. Le nombre total d'arrestations en avril 2025 a atteint 530, dont 60 enfants (moins de 18 ans) et 18 femmes. Ce chiffre comprend les personnes qui sont toujours en détention et celles qui ont été libérées par la suite.

Dans ce rapport mensuel spécial, la Commission des affaires des détenus, la Société des prisonniers palestiniens (PPS) et l'Association Addameer pour le soutien aux prisonniers et les droits de l'homme présentent les faits et chiffres clés relatifs aux milliers de prisonniers politiques palestiniens détenus par l'occupation israélienne.

Ces campagnes d'arrestations massives se poursuivent dans le contexte du génocide en cours à Gaza et de l'escalade de l'agression en Cisjordanie, en particulier dans les villes du nord de Jéricho et de Tulkarem, qui sont confrontées à des arrestations massives, des exécutions sommaires, des déplacements forcés et des destructions généralisées. Ces chiffres n'incluent pas les centaines de personnes soumises à des interrogatoires violents sur le terrain en Cisjordanie, en particulier dans les camps de réfugiés et les villes. Ces interrogatoires s'accompagnent souvent de passages à tabac, d'abus et d'intimidations, visant même les enfants et les femmes. L'occupation a également continué à utiliser des civils comme otages et boucliers humains, et a poursuivi et arrêté de nouveaux anciens prisonniers, dont certains avaient été libérés lors des accords d'échange récents.

Avec les données recueillies en avril 2025, le nombre total d'arrestations effectuées par les forces d'occupation israéliennes en Cisjordanie depuis le début du génocide en octobre 2023 s'élève à environ 17 000 cas, incluant les personnes actuellement détenues et celles qui ont été libérées par la suite. Ce chiffre ne tient pas compte des milliers d'arrestations qui auraient eu lieu à Gaza.

En avril, les autorités d'occupation israéliennes ont annoncé la mort de deux prisonniers palestiniens détenus par leurs soins : Musab Odeili, originaire de Naplouse, assassiné le 16 avril 2025 (sa mort a été confirmée le lendemain), et Nasser Khalil Radaydeh, originaire de la ville d'Al-Ubeidiya, près de Bethléem, assassiné le 20 avril 2025. Il convient de noter qu'un certain nombre de détenus enlevés à Gaza ont été informés de manière informelle par leurs familles que leurs proches avaient été assassinés pendant leur détention par l'occupant. Les groupes de prisonniers n'ont pas encore reçu de réponse claire de l'armée israélienne concernant le sort de ces détenus.

Toujours en avril, les résultats de l'autopsie du jeune détenu palestinien de 17 ans assassiné en mars ont été rendus publics. Les médecins ont conclu que la cause principale du décès de Walid Ahmad, originaire du village de Silwad, près de Ramallah, était la privation de nourriture.

Les groupes de défense des prisonniers signalent également une forte augmentation du nombre d'ordres de « détention administrative » émis par l'armée en avril, ce qui a entraîné une augmentation significative du nombre de personnes arrêtées en Cisjordanie et détenues en vertu de ces ordres. Début mai, on comptait 3 577 « détenus administratifs », dont plus de 100 enfants, soit plus que le nombre de prisonniers condamnés et de personnes en attente de jugement dans les prisons israéliennes. Les détenus administratifs sont des personnes détenues sans procès ni inculpation sur la base d'un « dossier secret » auquel ni le détenu ni son avocat n'ont accès, ce qui signifie qu'ils n'ont aucun moyen de se défendre devant les tribunaux militaires israéliens, structurellement oppressifs.

### Chiffres clés au début du mois de mai 2025

Le nombre de Palestiniens identifiés détenus dans les prisons centrales, les camps militaires, les centres d'interrogatoire et de détention de l'occupation dépasse les 10 100 personnes au début du mois de mai 2025. Ce chiffre n'inclut pas tous les Palestiniens enlevés à Gaza, en particulier ceux détenus dans les camps militaires de l'occupation.

Ce chiffre comprend :

- 3 577 Palestiniens arrêtés en Cisjordanie occupée et détenus sans procès ni inculpation en vertu de l'ordre de « détention administrative » israélien
- Au moins 400 enfants, dont au moins 100 en « détention administrative ».
- 35 femmes, dont deux enceintes de cinq mois et une malade du cancer.
- 1 846 Palestiniens arrêtés dans la bande de Gaza occupée et détenus sans procès ni inculpation en vertu de la loi israélienne sur les « combattants illégaux ».

Avant le génocide, il y avait au total 5 250 prisonniers palestiniens dans les prisons israéliennes, dont 40 femmes, 170 enfants et environ 1 320 « détenus administratifs ».

À noter : le nombre total de Palestiniens identifiés détenus sans procès ni accusation sous différents prétextes juridiques en Cisjordanie et à Gaza est de 5 423 personnes, ce qui signifie que plus de la moitié des 10 100 Palestiniens identifiés comme détenus sont emprisonnés arbitrairement et sans procédure judiciaire régulière.

Depuis le 7 octobre 2023, au moins 66 prisonniers politiques palestiniens identifiés ont été tués directement ou indirectement par des gardiens de prison de l'occupation israélienne. Ce chiffre n'inclut pas les dizaines de détenus non identifiés qui ont été arrêtés à Gaza et tués dans des circonstances inconnues des avocats et des institutions palestiniennes de défense des prisonniers. L'occupation israélienne continue de refuser toute information sur leur sort, leur identité et leur lieu de détention, laissant leurs proches dans l'ignorance.

Le nombre total de détenus palestiniens identifiés comme martyrs depuis 1967 est de 303 personnes.

## Violations systématiques des droits humains des détenus

Sur la base de dizaines de visites effectuées par nos équipes juridiques auprès de détenus tout au long du mois d'avril 2025, il est évident que le système pénitentiaire de l'occupation israélienne continue de se livrer à des abus systématiques et brutaux à l'encontre des prisonniers. Il s'agit notamment de torture, de privation de liberté de nourriture et de soins médicaux. Les témoignages des prisonniers révèlent la propagation continue de maladies, notamment la gale, qui est devenue un moyen de torture physique et d'exécution lente, en particulier dans les prisons de Naqab (Nag'ev) et de Megiddo. Face à l'aggravation de cette crise sanitaire, les organisations de prisonniers ont appelé l'Organisation mondiale de la santé (OMS) à intervenir et à faire pression sur l'occupant pour qu'il mette fin aux politiques à l'origine de ces épidémies, en particulier le refus d'accorder aux prisonniers accès aux produits d'hygiène et d'assainissement les plus élémentaires.

En termes d'abus systématiques, les conditions des Palestiniens enlevés à Gaza et détenus par l'armée israélienne sont les pires. Les témoignages des prisonniers sont parmi les plus choquants, révélant des niveaux extrêmes de torture, d'abus et d'humiliation. Les témoignages d'agressions sexuelles, qui occupent une place importante dans les récits recueillis, notamment ceux documentés en avril lors de visites au camp militaire d'Ofra et dans d'autres installations, sont particulièrement alarmants. L'occupant israélien continue également de pratiquer des disparitions forcées, refusant de communiquer l'identité de nombreux détenus enlevés à Gaza, y compris ceux qui sont morts ou ont été tués en détention.

La répression exercée par les forces armées pénitentiaires s'est également intensifiée, avec des raids et des agressions systématiques contre les détenus dans toutes les prisons et tous les camps de détention. Des dizaines de détenus ont été victimes de violents passages à tabac, dont beaucoup ont subi des blessures plus ou moins graves. Ces attaques ont particulièrement visé les leaders du mouvement des prisonniers, qui continuent d'être soumis à un isolement carcéral prolongé depuis le début du génocide.

La répression violente s'étend aux femmes détenues dans la prison israélienne de Damon, où se trouvent actuellement 35 Palestiniennes, dont deux femmes enceintes de cinq mois et une malade du cancer. Outre les agressions physiques continues, ces femmes sont soumises à un isolement collectif, au déni de leurs besoins fondamentaux et à la négligence médicale, notamment le refus de soins ou d'un suivi médical adéquat.

La situation des enfants détenus s'est également considérablement détériorée depuis le début du génocide, marquée par une augmentation alarmante de l'ampleur et de la brutalité des crimes commis à leur encontre. Cela inclut l'intensification des campagnes d'arrestations et l'augmentation du nombre d'enfants détenus, ainsi que leur exposition aux mêmes abus que les prisonniers adultes, hommes et femmes.

L'administration pénitentiaire israélienne continue de restreindre systématiquement les visites des équipes juridiques aux prisonniers et tente d'entraver le travail des avocats par tous les moyens possibles. Cela inclut une surveillance étroite pendant les visites et leur programmation à des intervalles irréguliers. Les organisations de défense et de soutien des prisonniers sont également confrontées à de graves difficultés pour obtenir accès aux prisons de Nafha et

Ramon (d'abord appelé prison de Ganot), en raison d'un retard d'libération dans l'attribution des dates de visite. Ce problème est récemment aggravé, de nombreux avocats se voyant totalement interdits de visite.

Le système pénitentiaire persiste à intensifier les mauvais traitements infligés aux détenus lors de leur transfert vers les lieux de visite, ce qui conduit de nombreux prisonniers à ne pas divulguer certaines informations par crainte de représailles après leur visite, comme cela a été le cas pour des dizaines de détenus au cours des derniers mois.

Les groupes de prisonniers soulignent que le temps est le facteur clé qui détermine le sort et la vie des prisonniers. Plus ils restent longtemps sous la garde de l'occupation israélienne, plus leur sort et leur vie sont menacés.

Traduction : JB pour l'Agence Média Palestine

Source : [Addameer](#)

**date créée**  
2025/05/13